

## En 2018, la reprise de l'industrie manufacturière française se consolide

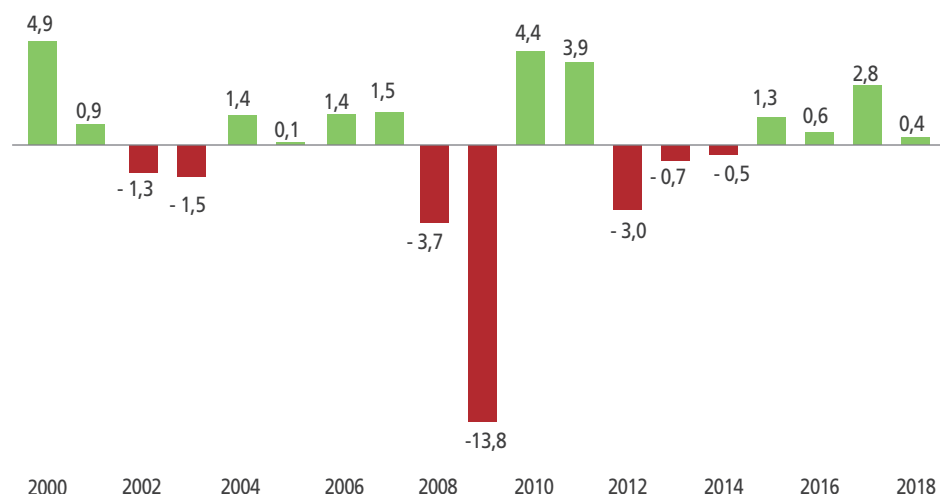
La croissance de la production manufacturière française a atteint + 0,4 % en 2018, après + 2,8 % en 2017. Malgré ce rythme ralenti, l'année 2018 peut être considérée comme une année de consolidation avec des signes encourageants du côté de l'emploi, en hausse, et du commerce extérieur, dont le solde hors énergie s'est amélioré de 3,0 Md€. De nombreuses mesures de politique publique contribuent à cette amélioration, comme les allègements de charges et les dispositifs de « suramortissement » des investissements.

La compétitivité-prix des produits industriels français s'est améliorée depuis le début des années 2010, mais le coût du travail reste plus élevé qu'en Italie ou en Espagne. La compétitivité hors prix de l'industrie se situe à un niveau médian parmi les principaux pays de l'OCDE, avec de très bons résultats dans les secteurs d'excellence français (aéronautique, spatial, construction navale, parfums et cosmétiques, etc.). Elle dépend de l'investissement des entreprises et influe sur les performances des entreprises industrielles françaises, notamment à l'export. Elle est donc un levier important de la bonne santé de l'économie française via les effets d'entraînement de l'industrie sur les autres secteurs de l'économie, notamment au travers des créations d'emplois, et pour le développement économique de l'ensemble des territoires.

La production manufacturière a progressé pour la quatrième année consécutive en 2018 (*graphique 1*). Certes, le rythme de hausse est ralenti, + 0,4 % après + 2,8 % en 2017, mais des signes positifs ont été enregistrés. Notamment, l'emploi salarié direct, hors intérim, a augmenté pour la première fois depuis 2001, avec une hausse de 7 100 salariés. À fin mars 2019, le cumul des créations nettes d'emplois s'élève, en outre, à 20 200 depuis le deuxième trimestre 2017. Le solde des échanges de produits manufacturés, hors énergie, s'est amélioré de 3,0 Md€ en 2018, pour la première fois depuis 2013.

**Graphique 1 : Évolution de la production manufacturière française**

Évolution en volume, en %, CVS-CJO



Source : Insee, indice de la production industrielle.

### La compétitivité-prix s'est améliorée depuis le début des années 2010

La compétitivité-prix de l'industrie manufacturière française a été soutenue depuis le début des années 2010 par la mise en place de mesures conduisant à réduire le coût du travail, comme le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le coût du travail dans l'industrie manufacturière française est de 37,6 €/h en 2018 (*graphique 2*). Il est redevenu inférieur au coût horaire de l'industrie manufacturière allemande (39,8 €/h), où les salaires augmentent plus rapidement que dans les années 2000.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le CICE est transformé en allègements pérennes de cotisations sociales et sera renforcé par l'introduction de 4,05 points d'allègements sur les bas salaires à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2019. Le coût du travail des PME sera également réduit suite à la loi PACTE, qui prévoit un relèvement du seuil social de 20 à 50 salariés pour la Participation de l'employeur à l'effort de construction (PEEC) et le taux plein de la contribution au Fonds national d'aide au logement (FNAL). La loi PACTE supprime également le Forfait

social sur l'intéressement pour les entreprises de moins de 250 salariés et sur la participation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Le coût du travail dans l'industrie manufacturière française demeure cependant plus élevé que dans la plupart des pays européens, notamment l'Italie (27,6 €/h), l'Espagne (23,0 €/h) et les pays d'Europe centrale et orientale. La France se démarque aussi par l'importance des impôts de production, qui représentent 5,2 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en 2018. Sur le champ de l'ensemble des entreprises, leur poids dans la valeur ajoutée atteint 5,4 %, soit nettement plus qu'en Allemagne (0,6 %), qu'en Espagne (1,7 %) qu'au Royaume-Uni (2,7 %) ou qu'en Italie (3,1 %). Le niveau élevé du coût du travail dans les entreprises de services, qui se situe à 36,2 €/h, contre 32,3 €/h en Allemagne et 26,9 €/h en moyenne dans l'Union européenne, influe également sur le coût de production des entreprises manufacturières. Les achats de services domestiques représentent, en effet, 27 % des consommations intermédiaires des entreprises manufacturières, qui ont externalisé ces dernières décennies de nombreuses tâches auparavant réalisées en interne.

### L'enjeu du prix de l'énergie

L'évolution des coûts d'approvisionnement en énergie constitue également un enjeu important pour les secteurs fortement consommateurs, comme l'industrie chimique qui concentre 22 % de la facture énergétique de l'industrie manufacturière ou la métallurgie (20 %). En 2018, le prix moyen de l'électricité hors TVA payé par les clients non résidentiels était encore inférieur de 18 % à la moyenne de l'Union européenne, en revanche, le prix moyen du gaz payé en France est supérieur de 20 % à la moyenne de l'UE.

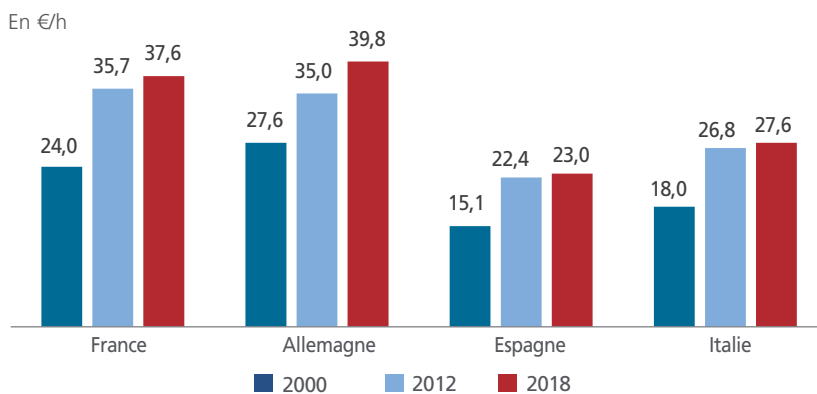
Enfin, la compétitivité-prix de l'industrie manufacturière française reste sensible à l'évolution du taux de change de l'euro, qui s'est apprécié par rapport à la plupart des devises en 2018. Le taux de change effectif nominal de la France a même retrouvé un niveau comparable à son dernier point haut atteint au début de l'année 2014, avant la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

Dans ce contexte, plusieurs secteurs de basse et moyenne technologie, fortement exposés à la concurrence des pays émergents, continuent à connaître des difficultés en 2018, comme la cokéfaction raffinage, l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, la fabrication d'équipements électriques ainsi que l'industrie du bois, du papier et l'imprimerie. La production et le solde des échanges extérieurs ont également à nouveau reculé dans les industries alimentaires hors boissons. Dans ce secteur, le coût du travail est nettement plus élevé que chez nos principaux concurrents : + 64 % par rapport à l'Espagne, + 18 % avec l'Allemagne et + 14 % avec l'Italie.

### De nombreux leviers pour renforcer la compétitivité hors prix de l'industrie

La compétitivité hors prix regroupe des facteurs de différenciation de la production comme le niveau de gamme, le design, l'innovation, l'image de marque... Elle constitue un levier majeur d'amélioration des résultats de l'industrie française, à l'origine de la réussite des secteurs industriels les plus performants (tableau 1). En 2018, le dynamisme de la production française continue à être porté par des branches à fort contenu technologique comme la construction

**Graphique 2 : Coût horaire de la main-d'œuvre\* dans l'industrie manufacturière**



\*salaires, charges patronales et taxes nettes des subventions liées à la masse salariale ou à l'emploi.  
Source : Eurostat, enquête ECMO et ICT.

aéronautique et spatiale, la construction navale, l'industrie pharmaceutique et la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

Les exportations ont encore progressé dans certains segments du secteur du luxe comme les parfums et cosmétiques et la maroquinerie-bagagerie. En revanche, le rythme de croissance de la production et des exportations a diminué dans l'industrie des boissons en 2018, alors que celle-ci entraîne traditionnellement les performances des industries agroalimentaires. Pour ces dernières, les efforts de différenciation et la recherche de nouveaux relais de croissance pourraient reposer sur un positionnement accru sur les produits de l'agriculture biologique, qui représentent 5 % de la consommation alimentaire des ménages français et dont les dépenses ont augmenté de 16 % en 2018.

Selon le Conseil d'analyse économique, en dehors de ses secteurs d'excellence, la compétitivité hors prix de l'industrie française se situe dans une position médiane parmi les principaux pays de l'OCDE et s'est dégradée à partir de la crise de 2008-2009. Elle reste inférieure à la compétitivité hors prix de l'Allemagne, qui enregistre des excédents commerciaux élevés dans l'industrie automobile et la fabrication de machines et équipements. En 2016, le coût du travail atteignait pourtant + 34 % par rapport à la France dans l'automobile et + 11 % dans les machines et équipements.

Le renforcement de la compétitivité hors prix dépend de l'investissement des entreprises, lui-même lié à leurs capacités financières et à leurs marges. En 2018, l'augmentation de l'ensemble des facteurs de compétitivité-coût et l'appréciation du taux de change de l'euro ont pesé sur le taux de marge des branches manufacturières, qui s'est dégradé pour la deuxième année consécutive en passant de 35,5 % à 34,1 %.

**Tableau 1 : Principaux excédents commerciaux dans l'industrie manufacturière française**

Solde en valeur, données brutes estimées des données tardives, en milliards d'euros.

	2000	2018
Produits de la construction aéronautique et spatiale	8,2	27,1
Boissons	7,3	12,3
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	4,8	11,4
Produits pharmaceutiques	2,4	4,5
Produits chimiques de spécialité	0,4	3,4
Composants et cartes électroniques	-1,6	3,1
Produits laitiers et glaces	1,9	2,5
Navires et bateaux	1,8	2,3

Source : Douanes.

## L'intensité en R & D de l'industrie française supérieure à celle des principaux pays européens

Les investissements en recherche-développement (R & D) constituent une source privilégiée de montée en gamme des produits industriels. Ils ont augmenté de 48 % en volume entre 2000 et 2017 et représentent 11 % de la valeur ajoutée manufacturière française en 2017, contre 8 % seulement en Allemagne. Cela forme un paradoxe apparent avec la moindre compétitivité hors prix de l'industrie française. Ce paradoxe peut provenir d'une déconnexion entre la localisation des activités de R & D et celle de la fabrication des produits et d'un rendement insuffisant de la R & D. Il peut également être lié à l'insuffisance des transferts de la recherche publique vers les entreprises.

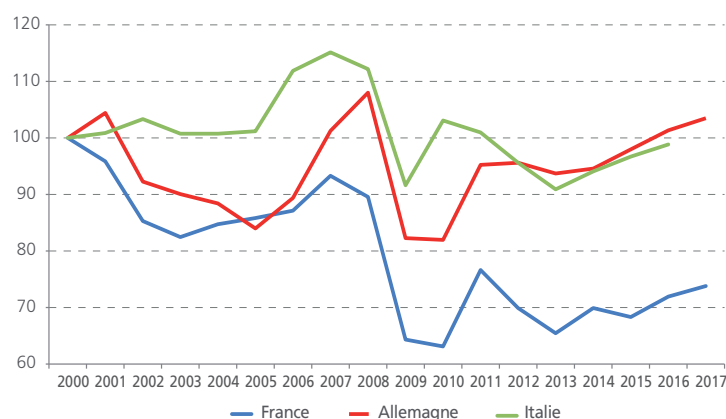
Les investissements en R & D des entreprises sont soutenus par de nombreux dispositifs publics, notamment le Crédit d'impôt recherche (CIR), et, plus récemment, par la création d'un Fonds pour l'innovation et l'industrie de 10 Md€ destiné à développer les innovations de rupture. Ces dispositifs constituent un enjeu particulièrement important pour la fabrication de matériels de transport, qui représente 36 % des dépenses de R & D de l'industrie manufacturière française, pour celle des produits informatiques, électroniques et optiques (19 %) et pour l'industrie pharmaceutique (12 %). Les dépenses d'investissement en R & D de l'industrie pharmaceutique ont toutefois baissé de 19 % en volume depuis 2008. Ce secteur est en croissance régulière depuis 2014, mais reste en retrait pour la fabrication de nouveaux produits, en particulier celle de biomédicaments, qui constitue l'un des axes stratégiques identifiés par le contrat de la filière des industries et technologies de santé signé en février 2019. Les enjeux d'innovation sont également importants dans l'industrie automobile avec la croissance du marché des voitures électriques et le renforcement des normes d'émission de CO<sub>2</sub> des véhicules en Europe. L'industrie automobile française a fait d'importants efforts de montée en gamme depuis le début de la décennie et enregistre un rebond de sa part de marché à l'exportation parmi les pays de l'Union européenne depuis deux ans. Sa production a nettement décéléré en 2018 après plusieurs années de forte croissance, dans le sillage du ralentissement de la demande mondiale et dans le contexte de l'entrée en vigueur d'un nouveau cycle d'homologation des véhicules neufs (*Worldwide Harmonized Light Vehicle Test Procedure – WLTP*).

## L'investissement productif reparti depuis 2015

La montée en gamme des entreprises françaises repose également sur la modernisation de leur appareil productif. Les dépenses en machines et équipements ont progressé de 8 % entre 2015 et 2017, mais n'ont pas encore compensé le déficit d'investissement du début des années 2000 (*graphique 3*). Alors que l'appareil de production a été fortement sollicité en 2018, une proportion croissante d'entreprises se déclare contrainte par l'insuffisance de ses équipements (*graphique 4*). Au-delà de leur dynamisme insuffisant pour rattraper le retard accumulé, les dépenses d'investissement productif dans l'industrie sont de plus en plus motivées par le renouvellement, à hauteur de 30 % en 2018, soit le plus haut niveau depuis 1990, plutôt que par la modernisation et la rationalisation (22 %).

### Graphique 3 : Investissements en machines et équipements dans l'industrie manufacturière

Indices base 100 en 2000, en volume

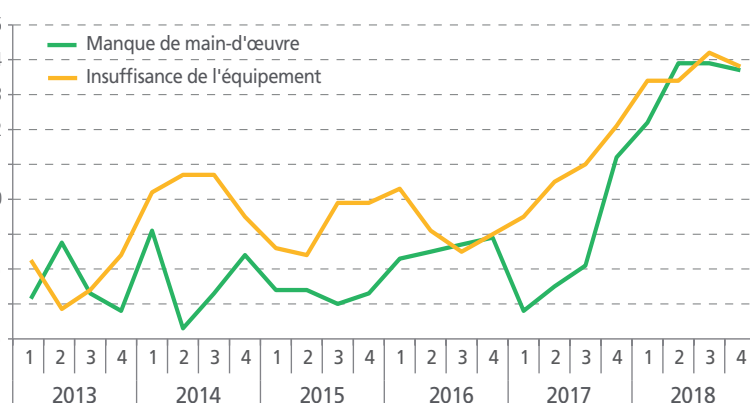


Note : Les données des comptes nationaux sur l'investissement des branches manufacturières ne sont pas encore disponibles pour 2018 en France et en Allemagne et pour 2017 en Italie.  
Source : Eurostat, comptes nationaux.

Le principal enjeu de modernisation de l'appareil productif est la mise en œuvre de la transformation numérique (robotisation, automatisation, digitalisation, etc.) qui représente un gisement important de gains de productivité. La pénétration des technologies numériques dans les entreprises manufacturières françaises se situe dans la moyenne européenne. Elle serait encore limitée pour les TPE et PME, qui peuvent faire l'objet d'un accompagnement à la transformation numérique dans le cadre de la plateforme France Num lancée en octobre 2018. Ces entreprises peuvent également bénéficier, depuis le début de l'année 2019, d'une mesure de suramortissement de 40 % pour leurs investissements en robotique et en équipements numériques. Au sein des filières du Conseil National de l'Industrie (CNI), la transformation numérique est également soutenue par des projets de plateformes comme *BoostAeroSpace*, développée dès 2009 dans la construction aéronautique et spatiale. L'amélioration des performances de l'industrie française repose aussi sur le renforcement de son attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers. En 2018, avec 17 Md€, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants dans l'industrie manufacturière ont atteint leur plus haut niveau depuis 2000, et 320 projets industriels internationaux ont été recensés par Business France. L'attractivité de la France pour l'installation de nouveaux sites de production sera renforcée par la diminution du taux d'impôt sur les sociétés jusqu'à

### Graphique 4 : Proportion d'entreprises industrielles françaises contraintes par l'insuffisance de leur équipement ou le manque de main-d'œuvre

En %, CVS-CJO



Source : Eurostat, enquête trimestrielle de conjoncture.

25 % d'ici 2022. Afin de faciliter les démarches effectuées par les entreprises pour créer ou étendre un établissement, un guichet unique pour l'investissement productif (*French Fab Investment Desk*) a été lancé le 18 juin 2019.

## Les difficultés de recrutement s'intensifient

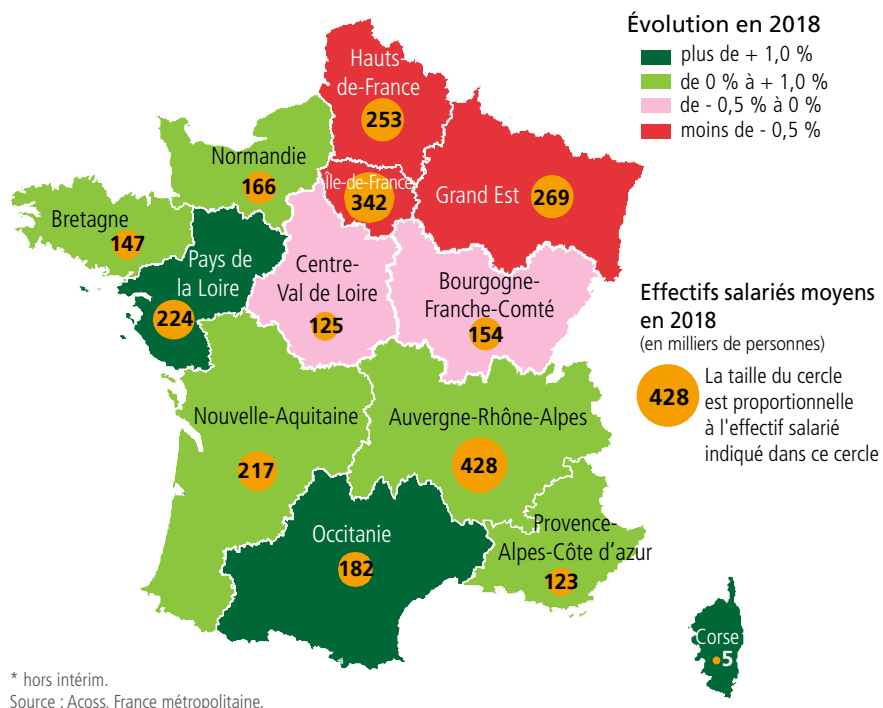
La montée en gamme de l'industrie et la mise en œuvre de la transformation numérique nécessitent une adaptation des qualifications des salariés aux besoins des entreprises. Cette adaptation constitue aussi un enjeu de court terme car l'ajustement de l'emploi est un déterminant de la capacité des entreprises à répondre aux variations de la demande. La proportion d'entreprises industrielles françaises contraintes par le manque de main-d'œuvre atteint 14 % en 2018 et a sensiblement augmenté depuis 2015 (*graphique 4*). À la fin de l'année, 42 % des industriels citaient la compétence de la main-d'œuvre comme une barrière à l'embauche, contre seulement 30 % un an auparavant. Ce motif est loin devant les incertitudes sur la situation économique (26 %) et les coûts liés à l'emploi (20 %). Introduit en 2018, le Plan d'investissement dans les compétences prévoit le financement de nouveaux parcours de formation et vise à répondre aux besoins pour les métiers en tension.

## L'industrie, un enjeu du développement des territoires

En 2018, les effectifs salariés dans l'industrie manufacturière ont de nouveau augmenté dans la plupart des secteurs des régions Pays de la Loire, Occitanie ou Nouvelle-Aquitaine, mais ont poursuivi leur recul dans les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Île-de-France, Grand Est et Hauts-de-France (*carte*).

Les différences d'évolution de l'emploi dans les régions s'expliquent en partie par leur spécialisation dans des secteurs plus ou moins porteurs, mais resteraient relativement importantes si la structure sectorielle de l'emploi industriel était identique pour l'ensemble des régions, suggérant l'importance de dynamiques spécifiques aux différents territoires. L'emploi

Carte : Emploi salarié direct\* dans l'industrie manufacturière selon les régions



manufacturier évolue ainsi plus favorablement dans les métropoles, ce qui peut refléter les gains économiques induits par la concentration des activités (économies d'échelle, meilleur appariement sur le marché du travail, offre de biens publics, circulation de l'information, etc.) et l'interaction croissante entre la production industrielle et les services.

Le redressement de l'industrie française, qui est davantage répartie sur l'espace français que les activités de services, constitue un levier potentiel de réduction des inégalités territoriales. Lancée à la fin de l'année 2018, l'initiative « Territoires d'industrie » vise à soutenir le processus de réindustrialisation et à dynamiser l'emploi local dans 141 territoires, dans lesquels plus de 1,3 Md€ seront mobilisés.

■ Alexandre AUBOURG, DGE

### Pour en savoir plus :

Aubourg A., *L'industrie manufacturière en 2017 : accélération de la production, hausse de l'emploi mais nouvelle dégradation du solde extérieur*, Le 4 Pages de la DGE, n°82, avril 2018.

Laumonier M., *Avec la numérisation des entreprises manufacturières, l'industrie du futur prend forme*, Le 4 Pages de la DGE, n°86, décembre 2018.

Le Bas M., Fontagné L., Martin P. et Mayer T., *À la recherche des parts de marché perdues*, Note du Conseil d'Analyse Économique, n°23, 2013.

*Bilan 2018 des investissements internationaux en France*, Business France, avril 2019.

*Productivité et compétitivité : où en est la France dans la zone euro ?*, Premier rapport du Conseil national de productivité, avril 2019.

Consultez la rubrique « Études et statistiques »  
du site [www.entreprises.gouv.fr](http://www.entreprises.gouv.fr)

### ■ Sources et méthodes

Les données utilisées pour la production industrielle sont celles de l'Indice de la production industrielle (IPI). Les données sur le commerce extérieur proviennent des Douanes. Le choix de ces deux sources s'explique par leur disponibilité à un niveau sectoriel détaillé, qui permet de mieux analyser la situation des entreprises industrielles et l'effet des politiques publiques.

Le taux de marge correspond au ratio de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée (y compris impôts sur la production nets des subventions d'exploitation).

Directeur de la publication : Thomas Courbe

Rédacteur en chef : Sylvie Marchand

Secrétariat de rédaction : Nicole Merle-Lamoot

Composition : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin, Jacqueline Solitude

ISSN : 2269-3092

Dépôt légal : 2019

DGE - 61, bd Vincent Auriol, 75703 Paris Cedex 13

**DGE**  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES ENTREPRISES